

Rassembler - Proposer - Agir

POUR
L'ENSEIGNEMENT
PROFESSIONNEL
PUBLIC

Supplément au n° 87
Octobre 2015

SNUEP
F.S.U.

SYNDICAT NATIONAL UNITAIRE DE L'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL

VOTEZ
ET POSTEZ
AVANT LE 26
NOVEMBRE
2015

Le 8^e congrès de la FSU aura lieu au Mans en février 2016

8^eme
Congrès

Le Mans

2016

Du 1^{er}
au 5 février

FSU.
Fédération Syndicale Unitaire

Tous les 3 ans la FSU organise un congrès national, précédé de congrès départementaux. Ce moment d'échanges et de débats impulsera l'orientation de la FSU pour les trois prochaines années. Les 5 courants de pensée proposent au vote des adhérent-es une liste nationale appuyée à un texte d'orientation. Le rapport national d'activité de la FSU, les listes et les textes seront dans le *POUR* spécial que vous recevrez. Pour les adhérent-es du SNUEP le vote est national, il n'y a pas de vote dans les sections départementales sur les textes et listes nationales. Il peut y avoir aussi des votes départementaux distincts de ce vote national.

Votre vote national doit parvenir avec l'enveloppe T à la boîte postale avant le 26 novembre 2015. ■

VOTE PAR CORRESPONDANCE

Matériel de vote joint à cet envoi (bulletin et enveloppes).

SNUEP
F.S.U.

Supplément à la revue Pour l'Enseignement Professionnel Public n° 87 - Encart : bulletin de vote et enveloppes
Directrice de la publication : Isabelle Lauffenburger - N° CP : 1218 S 05844 - ISSN : 1762-2808 - 1 € - PAO : Studio Sevillanes
Régie publicitaire : Com D'Habitude Publicité. - Imprimerie : Compedit Beaugard, ZI Beaugard BP 39 - 61600 La Ferté Macé

ÉCOLE ÉMANCIPÉE ET SANS TENDANCE

Pour une riposte à la hauteur des attaques

Dans un contexte de crises, le gouvernement accentue son orientation néolibérale et austéritaire et met en oeuvre avec le Pacte de responsabilité une politique fiscale au seul bénéfice des grandes entreprises. Ces choix, dont les conséquences sont désastreuses sur les services publics et les conditions de travail de ses agent-es, aggravent le chômage et la précarité et fabriquent le terreau fertile de l'extrême-droite. Après avoir fait voter sa loi qui est un concentré de régressions sociales, Macron confie sa volonté de mettre fin au statut du fonctionnaire, suivi par un gouvernement qui prépare de nouvelles attaques contre le Code du travail.

L'éducation n'est pas épargnée. La loi de Refondation se révèle une continuité des réformes engagées par les gouvernements précédents, la réforme des rythmes scolaires a supprimé toute idée d'égalité ter-

ritoriale et le principe même de la gratuité scolaire. La réforme du collège, imposée contre les personnels, illustre la manière dont nos gouvernants envisagent le dialogue social, en passant en force, tout comme la loi Macron et le 49.3.

Quant à l'enseignement professionnel public, les critiques pleuvent sur son « inadaptation ». En réalité, toutes les mesures depuis 2009 convergent pour démanteler ce qui faisait sa spécificité et sa réussite, pour développer l'apprentissage dans les lycées et régionaliser l'ensemble de cette voie, personnels inclus.

La FSU s'est affaiblie lors des élections car elle n'a pas su répondre aux attentes des personnels sur des dossiers majeurs. Elle a avant tout besoin de renforcer son fonctionnement pluraliste permettant des synthèses partagées. La remise en question de la majorité qualifiée à 70 % aurait l'effet in-

verse et fragiliserait notre fédération.

De ce congrès doit sortir une FSU encore plus pluraliste, encore plus fédérale dans les départements, les régions et nationalement. Une FSU porteuse de mobilisations à la hauteur des attaques, de dynamique interprofessionnelle, active dans la construction d'un large mouvement au service de la transformation sociale, pour lutter tous ensemble contre les politiques d'austérité. ■

Olivier Baudouin, Patrick Bernard, Sébastien Bouquot, Virginie Bouvot, Agnès Catala, Adrien Garde, Ghislain Gilot, Patrick Lanzi, Eric Lalanne, Mathieu Lardier, Isabelle Lauffenburger, Thierry Monnaye, Christine Monteiro, Emmanuelle Spiesse, Pascal Thil, Ugo Trevisiol, Pierre Verdeyrou.

l'école
émancipée

ÉMANCIPATION

Défendre nos revendications, rompre avec une politique gouvernementale au service du capitalisme et de la concurrence

Le mouvement syndical n'a pas réussi, ou n'a pas voulu, mettre en échec cette politique, comme la direction de la FSU (associant UA et EE). **Nous proposons une autre orientation syndicale.**

- ▶ **D'abord porter les exigences les plus urgentes** : création de tous les postes statutaires nécessaires ; retour à la retraite à 60 ans ; fin du gel des salaires : refus des dispositifs d'individualisation, de primes... qui divisent les personnels, combattre la souffrance professionnelle, la prolifération des hiérarchies intermédiaires ;
- ▶ Combattre la précarité que le gouvernement et le MEDEF veulent généraliser comme mode de gestion ;
- ▶ **Lutter pour les libertés menacées** par le contrôle social (fichage des élèves),

l'impunité de la police, la traque des Roms et des sans-papiers ;

- ▶ **Rompre avec le « dialogue social »**, combattre l'accord PPCR et mobiliser vraiment les personnels pour gagner.

Rupture avec le capitalisme

- ▶ Contrôle de l'économie par les travailleurs, annulation de la dette, internationalisme, laïcité...
- ▶ **Dans l'école, un projet émancipateur est inséparable de la construction d'une autre société** : former des esprits libres et critiques, avec des moyens d'enseignement adaptés, une liberté pédagogique au service de la coopération et non de la compétition, pour une éducation vraiment gratuite refusant le tri social et

l'exclusion, la stigmatisation des élèves en LP, pour une éducation polyvalente et polytechnique de la maternelle à l'université, sans orientation précoce.

Changer le syndicalisme !

Les personnels doivent se réapproprier leurs syndicats, pour les revitaliser, vers l'unification syndicale et par l'unité dans les luttes : non pas par des « journées d'action » sans perspectives, mais par la grève interprofessionnelle public-privé, par le contrôle des luttes en AG de délégués-es mandatés-es coordonnés... ■

www.emancipation.fr

er@emancipation.fr

émancipation!

UNITÉ ET ACTION ET SANS TENDANCE

Combattre dans l'unité, faire avancer nos revendications

Un congrès est l'occasion d'améliorer le fonctionnement et l'efficacité de la FSU, fédération créée principalement à l'initiative d'**U&A**.

U&A-SNUEP œuvre pour une meilleure prise en compte de la voie professionnelle au sein de sa fédération. C'est une action quotidienne pour que l'enseignement professionnel public soit pleinement intégré dans les mandats, les propositions et les décisions de la FSU. Cela a permis au SNUEP de prendre toute sa place dans les instances et délégations.

Depuis 2012, la situation de l'EPP ne s'est pas améliorée. Si des avancées ont été obtenues sur le CCF ou sur la formation initiale des enseignant-es, de nombreux dossiers restent en suspens et le gouvernement continue à promouvoir l'apprentis-

sage au détriment des LP. La FSU doit continuer à peser pour obtenir de réelles avancées pour l'EPP et ses enseignant-es. Nous devons construire dans l'unité les mobilisations nécessaires pour obliger le gouvernement à changer de politique et à entendre nos revendications.

La lutte contre les politiques d'austérité doit continuer et elle nécessite une orientation forte et visible de notre syndicat et de sa fédération. Cette orientation doit se construire avec le plus grand nombre, au plus près de la profession, en alliant propositions et actions résolument inscrites dans un syndicalisme de luttes et de transformations sociales progressistes.

La régionalisation complète de l'EPP reste un danger bien réel qu'il faut combattre. La Région est un interlocuteur in-

contournable pour le SNUEP-FSU qui doit y défendre partout ses mandats. La FSU doit renforcer son existence à ce niveau. Ainsi, les Conseils fédéraux régionaux doivent évoluer et leur place renforcée.

La liste **U&A** présentée au vote des adhérent-es comprend aussi des militant-es sans tendance s'accordant avec les principes et les valeurs que nous défendons. Nous vous appelons à voter pour cette liste. ■

Axel Benoist, Agnès Bernadou, Jérôme Dammerey, Sigrid Gérardin, Jack Alémany, Serge Bertrand, Agnès Bonvalet, Dominique Bouillaud, Manu Caneri, Régis Devallé, Nicolas Duveau, Jacques Fourgeaud, Marie-Caroline Guérin, Catherine Jaunet, Nasr Lakhsassi, Benoit Lecardonnel, Christelle Rey, Andrée Ruggiero, Christophe Thégat, Koba Traoré, Christophe Tristan.

unité
action

FRONT UNIQUE

Pour que la FSU rompe avec le gouvernement Hollande-Valls-Macron-Pinel

Un gouvernement réactionnaire

Ce sont ses guerres (Syrie, Iraq, Mali) qui jettent les émigrés en Europe. Il y répond par les barbelés, les expulsions, les contrôles aux frontières. Il détruit systématiquement les garanties collectives des travailleurs : loi Macron, rapport Combrexelle. Il démantèle l'Hôpital Public, supprime des milliers de postes dans la Fonction Publique Territoriale. Dans l'enseignement, les contre-réformes s'accumulent : loi d'orientation, liquidation des décrets de 50, réforme des collègues.

Feu contre l'enseignement professionnel

La loi d'orientation a mis l'enseignement pro sous la coupe des régions. C'est caisse ouverte pour l'apprentissage patronal. Le gouvernement fait sauter les freins à la su-

exploitation des apprentis. Des dizaines de sections, de LP ferment. La mixité des publics et la multiplication des statuts s'y développent.

La direction de la FSU prend en charge cette politique via le dialogue social

► Soutien à la liquidation des décrets de 50 qui ouvre la voie aujourd'hui au travail pendant les vacances et place les profs atomisés sous la coupe des chefs d'établissements.

► Récemment lors du CDFN décision au forcing de signer l'accord PPCR, après avoir refait un premier vote avec la complicité de Ecole Emancipée, malgré un rejet important de syndiqués et d'instances syndicales. Cet accord va immédiatement permettre d'organiser la mobilité forcée de milliers de fonctionnaires territoriaux et

entérine le gel des salaires au moins jusqu'au prochain gouvernement ! Cette orientation est néfaste aux personnels comme à la FSU.

Pour une autre orientation

- Défense de l'Enseignement Professionnel Public
- Retrait de la réforme des collègues
- Retour aux décrets de 50
- Arrêt des interventions militaires impérialistes
- Non aux quotas. Libre circulation et régularisation de tous les sans-papiers.
- **NON AU DIALOGUE SOCIAL ; RUPTURE AVEC CE GOUVERNEMENT.** ■

*Robert Rizzo. PLP Conducteur
Routier retraité. Marseille
mel@frontunique.com*

URIS (UNITÉ, REVENDICATIONS, INDÉPENDANCE SYNDICALE)

Une seule orientation syndicale est possible : Non à l'accord PPCR, défense de nos statuts, grève pour les revendications

La direction de la FSU va signer l'accord PPCR (Parcours Professionnels, Carrières, Rémunérations). Cet accord ne comporte aucune mesure d'augmentation générale des salaires pour les 5 millions de fonctionnaires par la fin du gel du point d'indice.

Le cœur du projet d'accord est de faciliter la mobilité forcée des personnels entre les trois versants de la fonction publique ainsi que les suppressions de postes. Avec la réforme territoriale, des dizaines de milliers d'agents sont menacés d'une mobilité forcée ainsi avec la

nouvelle carte des régions 10 700 emplois sont menacés.

Une seule orientation syndicale est possible : la défense de nos statuts, la grève pour les revendications, comme pour l'abrogation de la réforme du collège.

Après la grève interprofessionnelle du 9 avril contre le pacte de responsabilité, dans la voie de l'action commune avec la CGT, FO et Solidaires, pour bloquer les politiques d'austérité menées par le gouvernement.

En cette rentrée dans les établissements des assemblées générales sont réunies avec

les organisations syndicales. L'intersyndicale du second degré a réalisé une grève importante, pour l'abrogation de la réforme du collège le 17 septembre. Cela ne pose-t-il pas la question de la grève jusqu'au recul de la ministre ?

Notre liste URIS s'est constituée, sous forme d'un regroupement de militants au-delà des clivages artificiels de tendances.

C'est en préservant son indépendance vis-à-vis du gouvernement, quel qu'il soit, que le syndicat peut défendre les revendications des personnels. ■

Pour tous contacts jacklefevre1@free.fr

La FSU s'est créée avec des syndicats nationaux organisés en courants de pensée. Tous les syndicats nationaux de la FSU ne sont pas structurés de cette façon, particulièrement les derniers arrivés, ceux qui se sont créés par la suite, c'est le cas du SNUEP.

Le matériel de vote est joint à ce numéro (le bulletin et les deux enveloppes). Si vous ne l'avez pas reçu, demandez-le au siège national : snuep.national@wanadoo.fr ☎ 01 45 65 02 56



BULLETIN DE VOTE POUR LA FSU
Scrutin du 5 au 26 novembre 2015

VOTE n°1 : Orientation fédérale nationale
Cliquez la liste de votre choix d'un seul aspect

Liste Unité et Action et sans tendance

Liste à l'initiative de l'École Emancipée

Liste Emancipation

Liste Unité, Revendications, Indépendance Syndicale

Liste Front Unique

VOTES n°2 : Rapport d'activité fédérale nationale
Entourez votre choix d'un trait apparent

Le rapport d'activité comporte 2 feuilles qui correspondent à deux points qui font débat. Chaque syndicat(e) est invité(e) à indiquer l'appréciation dans laquelle il (elle) se reconnaît le mieux.

Pour les 2 autres circonscriptions, entourez la répartition de votre choix d'un trait léger apparent

Faites

Faites

NOM :
Prénom :
Département :
Signature :

LETTRE PRIORITAIRE **T**

M 20 g
Valable jusqu'au
30/11/2015

SNUEP FSU
AUTORISATION 24721
75642 PARIS CEDEX 13

CALENDRIER DU CONGRÈS

DU 5 AU 26 NOVEMBRE :
vote des adhérent-es

DU 28 NOVEMBRE AU 3 DÉCEMBRE :
collecte des résultats

DU 10 DÉCEMBRE AU 23 JANVIER :
congrès départementaux

DU 1^{er} AU 5 FÉVRIER :
congrès national FSU